

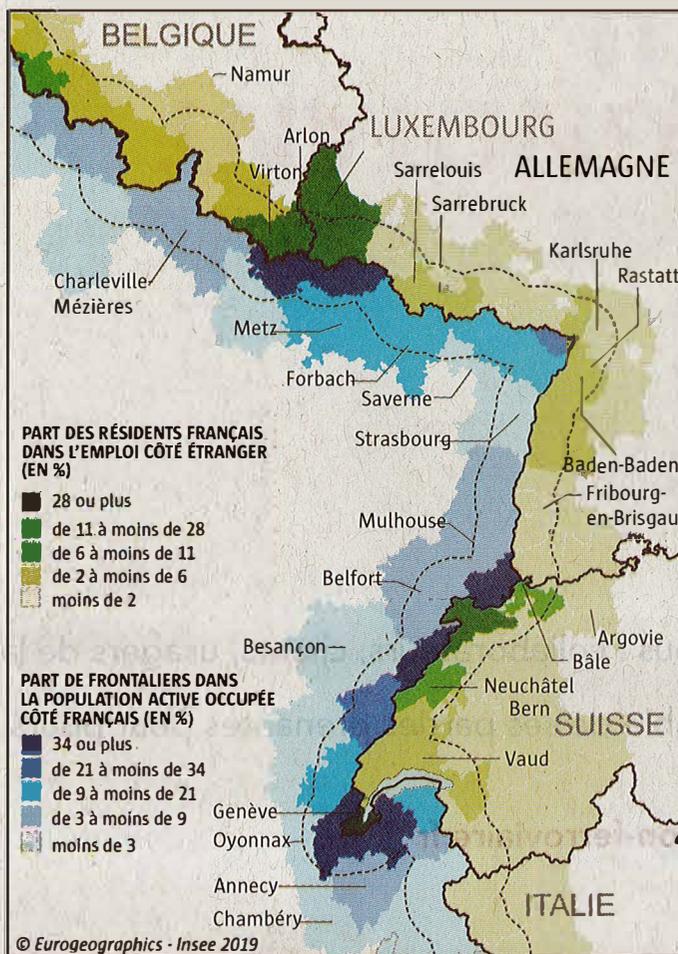
La Suisse attire toujours plus

Dans une nouvelle publication, l'Insee étudie l'évolution du travail frontalier entre 2010 et 2015. Ses statistiques montrent notamment que les Français sont prêts à parcourir des distances de plus en plus grandes pour aller travailler en Suisse.

En 2015, plus de 360 000 habitants des zones frontalières françaises travaillaient dans un pays limitrophe, alors que seuls quelque 10 000 habitants des pays voisins venaient travailler en France. Les raisons de ces migrations quotidiennes sont bien connues en Alsace : des niveaux de salaires plus élevés, un taux de chômage plus faible, qu'il s'agisse de l'Allemagne ou, de façon plus marquée encore, du Luxembourg ou de la Suisse.

La première destination des frontaliers français

Cette dernière est la première destination des travailleurs frontaliers français, avec près de la moitié de ces « actifs en emploi sortants », soit 179 200 personnes en 2015. Ce chiffre a beaucoup progressé en cinq ans, puisqu'il n'était « que » de 150 100 en 2010. Durant cette période, le nombre de résidents français allant travailler en Suisse a augmenté beaucoup plus vite que l'emploi dans les cantons frontaliers (+ 3,6 %, contre + 0,9 % par an en moyenne),



« quel que soit le secteur d'activité », souligne l'Insee.

En 2015, la part des frontaliers en provenance de France dans l'emploi local a ainsi atteint 28 % dans le canton de Genève, 17,5 % dans celui du Jura, 11,4 % à Bâle-Ville, 6 % à Bâle-Campagne et dans le canton de Vaud. Inversement, la part de la « popula-

tion active occupée » (pas au chômage) travaillant dans un pays voisin – en l'occurrence la Suisse ou l'Allemagne – s'élevait à 44,5 % dans le Genevois français (l'arc frontalier allant de Thonon à Gex, en passant par Annemasse, Saint-Julien, Bellegarde...), 41,7 % dans les zones d'emploi de Saint-Louis et Mor-

teau (Doubs), 8,4 % à Mulhouse, 4,5 % à Belfort-Montbéliard, 3,9 % à Colmar, 3,5 % à Sélestat, 2,6 % à Saverne, 2,3 % à Strasbourg.

Si l'on observe les origines géographiques plus finement, les statistiques fournies par l'Insee révèlent que Genève recevait 78 000 travailleurs du « Genevois français » (+2,9 % sur cinq ans), 10 000 d'Annecy (+10,9 %), tandis que 7 900 personnes résidant dans le Genevois français faisaient le trajet jusque dans le canton de Vaud (+9,4 %).

Une surreprésentation des cadres

Au nord-ouest de la Suisse, le canton de Bâle-Ville accueillait chaque jour 13 000 travailleurs en provenance du secteur de Saint-Louis (-0,3 % sur cinq ans), 7 500 de Mulhouse (-1,3 %) et 700 de Colmar (+3,5 %), le canton de Bâle-Campagne 5 600 travailleurs de Saint-Louis (+0,3 %) et 3 000 de Mulhouse (+2,1 %), le canton d'Argovie 1 500 travailleurs de Saint-Louis (+4,4 %) et 800 de Mulhouse (+4,6 %). 900 résidents du secteur de Saint-Louis poussaient jusqu'au canton du Jura (+5,3 %).

Au sud comme au nord de la Suisse, les plus fortes progressions depuis 2010 montrent que les frontaliers français sont prêts à parcourir des distances de plus en plus grandes pour aller travailler en

Suisse.

Par rapport à la répartition des catégories socioprofessionnelles (CSP) dans les zones de résidence, on constate, parmi les travailleurs frontaliers en Suisse, une surreprésentation des cadres, des ouvriers et des professions intermédiaires, et une sous-représentation des artisans et des employés.

Dans l'ordre décroissant, la Suisse est suivie du Luxembourg, qui accueillait 75 000 travailleurs frontaliers français il y a quatre ans, puis

de l'Allemagne (44 500 : lire l'encadré) et de la Belgique (35 400). Dans le sud de la France, l'Espagne et l'Italie n'attirent que très peu de travailleurs frontaliers, contrairement à Monaco, où ces derniers représentent « la grande majorité de l'emploi salarié », observe l'Insee.

Olivier BREGEARD

LIRE. Insee Première n° 1755, juin 2019 : « Forte croissance du nombre de travailleurs frontaliers vers la Suisse et le Luxembourg ».

Exception allemande

« L'Allemagne constitue une exception », relève l'Insee dans son étude : alors que l'emploi a augmenté de 0,8 % par an entre 2010 et 2015 près des frontières, le nombre de travailleurs résidant en France a baissé de 0,9 % par an, pour s'établir à 44 500 en 2015, soit 2100 de moins en cinq ans. La baisse est encore plus marquée dans l'industrie (-1,9 %), secteur où l'emploi a pourtant augmenté de 0,5 % par an, tandis que l'emploi industriel dans les zones françaises proches baissait de 1,5 %. L'Insee explique ce paradoxe par le profil de ces frontaliers : près de la moitié (48 %) sont employés comme ouvriers dans l'industrie ; plus âgés (21 % ont 55 ans ou plus), ils partent peu à peu à la retraite et ne sont pas tous remplacés par les générations suivantes, « moins souvent germanophones ». Les jeunes qui parlent encore l'allemand étant aujourd'hui, en moyenne, plus qualifiés que leurs aînés, l'Insee pense qu'ils privilégient sans doute la Suisse et le Luxembourg, « qui offrent plus d'emplois de cadres et de meilleurs salaires que l'Allemagne ». Le travail frontalier se concentre cependant encore dans des « poches », à Sarrebruck (5 % d'actifs en provenance de France), Sarrebourg (4 %), Rastatt (5 %) et Baden-Baden (4 %). Côté français, les travailleurs frontaliers représentent 9 % de la population en emploi dans le secteur de Haguenau, entre 16 % et 13 % à Forbach et Sarreguemines, jusqu'à 34 % à Wissembourg.